



Focus group femmes à Douprou, préfecture de Boffa

EVALUATION FINALE DU PROJET

Boké Hèry: Renforcer le dialogue et réduire les conflits entre les compagnies minières, les autorités et les communautés

MARS 2019

Produit par :
Mamady KANTE ; Expert en Développement Local et gestion de projet



Tel : 00223 66 84 40 84/00223 77 62 02 09 ; Email : amrad@afribone.net.ml;
Hamdallaye ACI 2000 ; Rue 220 Porte 339 Bamako
République du Mali.

Contacts :

Koala Oumarou
Country Director
Search for Common Ground
Rue RO N°128, Quartier Taouyah, Commune
Ratoma
Tél. +224 626 26 55 08
Email: okoala@sfcg.org

Mamadou Dian Diallo
DME Coordinator Acting
Search for Common Ground
Rue RO N°128, Quartier Taouyah, Commune
Ratoma
Tél. +224 626 26 54 85
Email: mdiandiallo@sfcg.org

Table des matières

Table des matières	2
Liste des tableaux et graphiques	3
Abréviations	4
Résumé exécutif	5
1. Contexte du projet	9
2. Méthodologie	11
2.1. Objectifs de l'évaluation	11
2.2. Détails de méthodologie	11
3. Résultats	14
3.1. Pertinence	14
3.5. Récapitulatif des résultats atteints par le projet	26
4. Conclusions	29
5. Recommandations	31
6. Appendices	33
Annexe 1: Outils de collecte	33
Annexe 2 : Description de la méthodologie utilisée lors de la collecte des données	45
Annexe 3 : Documents utilisés	48
Annexe 4: Termes de Référence (TdR)	49

Liste des tableaux et graphiques

Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition de l'échantillon des cibles enquêtées	12
Tableau 2: Les activités qui ont le plus répondu aux besoins dans le cadre de la cohabitation avec les compagnies minières (Focus group)	15
Tableau 3: Les activités comprises par les communautés (focus group)	17
Tableau 4: Pourcentage des participants aux focus group qui affirment que la mise en œuvre des activités a permis d'accroître leur compréhension face à leurs droits et devoirs face aux compagnies minières	19
Tableau 5: Pourcentage des participants aux focus group qui affirment que le plan d'activité a été partagé avec les cibles et les partenaires	22
Tableau 6: Pourcentage des participants aux focus group qui affirment que le plan d'activité a été respecté	23
Tableau 7: Récapitulatif des résultats atteints par le projet	26

Liste des graphiques

Graphique 1 et 2 : Sexe et âge des répondants des communautés enquêtées	13
Graphique 4 et 5: Les activités comprises par les communautés (Enquête ménage)	17
Graphique 6: Pourcentage des communautés qui affirment que la mise en œuvre des activités a permis d'accroître leur compréhension face à leurs droits et devoirs face aux compagnies minières	19
Graphique 7: Les activités qui ont le plus contribué à la compréhension des bénéficiaires quant à leurs droits et devoirs face aux exploitations minières selon les répondants dans les communautés	Erreur ! Signet non défini.
Graphique 8: Les activités qui ont le plus contribué à la compréhension des bénéficiaires quant à leurs droits et devoirs face aux exploitations minières selon les participants aux focus groups	Erreur ! Signet non défini.
Graphique 9: Pourcentage des communautés qui affirment que la mise en œuvre des activités a apporté un changement dans leur savoir vivre/faire face aux activités des compagnies minières	21
Graphique 10: Pourcentage des communautés qui affirment que le plan d'activité a été partagé avec les cibles et les partenaires.	22
Graphique 11: Pourcentage des communautés qui affirment que le plan d'activité a été respecté	23
Graphique 12: Pourcentage des communautés qui affirment que la mise en œuvre des activités a affecté directement ou indirectement certaines personnes	25

Abréviations

CCLM:	Comité de concertation dans les localités minières
CECI	Centre d'Etude et de Coopération Internationale
GIZ :	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit/Agence de coopération allemande pour le développement
ODK :	Open Data Kit
OSC :	Organisation de la Société Civile
p/ :	Préfecture
s/p :	Sous-préfecture
Search	
:	Search for Common Ground
SFI :	Société Financière Internationale
SPSS :	Statistical Package for the Social Sciences
TdR :	Termes de Référence

Résumé exécutif

La présente étude s'inscrit dans le cadre de l'évaluation finale du projet « Boké Hèry » qui vise à renforcer le dialogue et réduire les conflits entre les compagnies minières, les autorités locales et les communautés en Guinée. Les préfectures de Boffa et Boké ont bénéficié des activités mises en œuvre dans le cadre du projet.

Méthodologie

Il a été fait recours à une méthodologie mixte (quantitatif et qualitatif) au cours de l'évaluation. Les cibles du volet quantitatif étaient constituées des ménages des localités bénéficiaires du projet. Les données ont été collectées à l'aide des smartphones/tablettes Android en utilisant la suite ODK (open data kit). Dans chaque sous-préfecture sélectionnée, il était prévu d'enquêter 50 ménages et de réaliser un focus group, soit au total 500 enquêtes ménages et 10 focus group. Les répondants des communautés ont été sélectionnés de façon aléatoire lors de l'enquête selon la méthode de la marche aléatoire. Les participants aux focus group étaient constitués des autorités locales, les autorités coutumières, les représentants des OSC, les représentants des jeunes, les représentants des femmes et les représentants des compagnies minières.

Limitations

La taille de l'échantillon prévue n'a pu être atteinte dans certaines sous-préfectures de Boffa (Tougnifily, Mankountan,) et Boké (Boké, Kamsar et Dabis). Sur une planification de 500 ménages et 10 focus group, respectivement 391 enquêtes ménages et neuf focus group ont été réalisés, qui correspondent à des taux de réalisation respectifs de 78% et 90%. L'écart s'explique par une défaillance technique enregistrée sur la tablette d'un enquêteur.

Principales conclusions

L'analyse des résultats a été faite en triangulation les données obtenues avec celle de la revue documentaire (document de projet et rapport final) en l'absence de rapport d'étude de base réalisée dans le cadre de ce projet. Selon les résultats clés obtenus au cours de l'étude, globalement on note très peu de différence entre les deux préfectures (Boffa et Boké) pour ce qui concerne les questions d'évaluation. Dans le cadre de la cohabitation entre les communautés et les compagnies minières les zones touchées par le projet, les résultats de l'étude révèlent que les activités mises en œuvre dans le cadre du projet répondent globalement au besoin des communautés.

Au regard des données obtenues auprès des ménages, les activités qui ont répondu aux besoins des communautés sont par ordre d'importance :

- Les sensibilisations communautaires (93,6%),
- La concertation permanente communautaire (85,4%),
- La sensibilisation à travers les médias/internet (71,6%),

- La formation sur les thématiques de gestion des conflits (54,5%),
- Et le déploiement des bulletins de score (6,6%).

De même, les résultats obtenus lors des focus groups corroborent à ceux obtenus avec les répondants dans les ménages au cours du sondage. A la différence des résultats obtenus auprès des ménages, il est évident de constater que c'est la formation sur les thématiques de gestion de conflits qui est l'activité qui a le plus répondu aux besoins des participants aux focus groups, suivie des sensibilisations communautaires, la concertation permanente communautaire, la sensibilisation à travers les médias/internet et le déploiement du bulletin de score.

Les différentes formations réalisées au cours de la mise en œuvre du projet à l'endroit des CCLM, des leaders des jeunes, des compagnies minières, ... dans les deux préfectures sur la prévention et la gestion des conflits autour des exploitations minières expliquent les résultats obtenus concernant la formation sur les thématiques de gestion de conflits, comparativement aux réponses des répondants. Le faible taux enregistré auprès des ménages s'explique en partie par le manque de vulgarisation de la formation sur la gestion des conflits reçue par les CCLM. L'analyse des résultats obtenus auprès des ménages montrent que la majorité des populations n'a pas été suffisamment briefée par les participants aux formations sur le contenu des formations sur la gestion des conflits.

De même, la méconnaissance de l'activité déploiement du bulletin de score notamment dans la préfecture de Boké où cette activité n'a pas été réalisée a été enregistrée comme des contraintes majeures ayant impacté négativement sur l'atteinte des résultats assignés à cette activité. Un chef de ménage interviewé sur le site de Dankharan (s/p de Tournifily, p/Boffa) a répondu en ces termes « **Je ne connais pas cette activité** ». C'est aussi l'avis de ce chef de ménage enquêté sur le site de Kinkon (s/p de Tournifily, p/Boffa) qui avance un « **manque d'informations** » sur cette activité. Cette situation s'explique en grande partie par le fait que l'utilisation des bulletins de score a été une première pour Search-Guinée selon les données obtenues au cours de la revue documentaire. A signaler enfin que la mission d'évaluation a noté avec satisfaction la fonctionnalité du site : <https://mines-communauteguinee.org/>

Dans le cadre de la pérennisation des acquis du projet, il est à noter que les communautés se sont appropriées des activités mises en œuvre dans leurs localités notamment, les sensibilisations communautaires, les sensibilisations à travers les média/internet et les concertations permanentes communautaires.

Pour ce qui concerne l'efficacité du projet, la quasi-totalité (97,2%) des répondants dans les communautés soutiennent que les activités mises en œuvre ont permis d'accroître leurs compréhensions quant à leurs droits et devoirs face aux compagnies minières. Les résultats obtenus auprès des répondants des communautés et des participants aux focus group montrent que les sensibilisations communautaires ont été l'activité qui a le plus contribué à la compréhension des bénéficiaires quant à leurs droits et devoirs face aux compagnies minières, suivie des concertations permanentes communautaires. Il résulte des mêmes sources que, les activités réalisées ont contribué à un changement de comportement de près de 95% des répondants des communautés à l'endroit des exploitations minières.

Aussi, de l'analyse documentaire effectué sur l'atteinte des résultats assignés au projets, il ressort que le projet « Boké Hèry » a un taux de réalisation de 70% ce qui constitue une proportion assez raisonnable dans la mise en œuvre des indicateurs d'un projet de cohésion sociale. De l'analyse des données obtenues, il ressort que la non-exécution des différents écarts constatés est dû essentiellement à un manque de

ressources financières. Toutefois, la mission d'évaluation, en l'absence de preuves non fournies par le projet (rapport financier) ne peut acter la justification de ces écarts.

Comme l'attestent les résultats obtenus au cours de cette évaluation, le projet a eu un grand impact sur les communautés. En effet, la mise en œuvre des activités a permis de faciliter la cohabitation entre les communautés et les compagnies minières. Comme changements spécifiques survenus avec la mise en œuvre des activités, on peut citer :

- La réduction significative des violences à l'endroit des compagnies minières,
- La gestion pacifique des conflits,
- La connaissance des droits et devoirs des communautés envers les exploitations minières,
- L'organisation régulière des sessions d'échange communautaires,
- La prévention des conflits à travers les plaintes déposées aux CCLM.

Aussi, il ressort des informations recueillies que la mise en œuvre des activités a contribué à favoriser l'employabilité des jeunes et la construction/réhabilitation des infrastructures de base par les compagnies minières.

Recommandations

A la lumière des constats faits ci-dessus, la mission d'évaluation recommande :

Aux autorités et communautés :

1. Vulgariser le contenu des formations sur les thématiques de gestion des conflits aux communautés afin de les permettre de s'approprier de l'activité ;
2. Poursuivre les activités de sensibilisation jusque dans les secteurs et hameaux ;
3. Impliquer le secteur de l'éducation dans les différentes activités de sensibilisation et de formation, pour une large diffusion du projet notamment chez les jeunes.

A Search for Common Ground:

1. Élargir les activités au niveau de tous les districts des préfectures ciblées ;
2. Poursuivre le déploiement du bulletin de score dans toutes les zones du projet pour une meilleure appropriation de l'activité par les communautés bénéficiaires ;
3. Élaborer des fascicules sur toutes les formations et sensibilisations réalisées (notamment sur les droits et devoirs) et les distribuer à toutes les échelles dans les communautés ;
4. Impliquer le secteur de l'éducation dans les différentes activités de sensibilisation et de formation, pour une large diffusion du projet notamment chez les jeunes ;
5. Faire participer davantage les CCLM et les populations dans le montage et la mise en œuvre des activités (implication et partage de la planification) ;
6. Intensifier les actions de plaidoyer vers les sociétés minières afin de les interpeller sur leurs rôles et devoirs vis à vis des communautés.

Aux compagnies minières :

1. Appuyer davantage les initiatives locales des jeunes et femmes relatives à la création des activités génératrices de revenus (AGR) et les Très Petites Entreprises (TPE) dans le but de réduire le chômage des jeunes/femmes dans les localités minières et réduire l'affluence des demandes d'emploi ;
2. Poursuivre la réalisation de projets de développement local à travers l'appui à la construction des infrastructures sociales de base dans les localités impactées par l'exploitation minière ;

3. Renforcer les communications sur leurs activités notamment les procédures de compensations, du paiement des taxes et des redevances minières auprès des populations riveraines. Aussi communiquer davantage sur les actions, aides ou dons accordés aux communautés dans le cadre du développement communautaire ou l'amélioration des conditions de vie des populations impactées.

Au bailleur (GIZ) :

1. Au vu des résultats probants obtenus à l'issue de l'étude, la mission recommande de poursuivre le projet dans tous les districts des préfectures de Boffa et Boké et dans d'autres zones du pays où il y a une forte présence des compagnies minières

1. Contexte du projet

Située sur la côte maritime de la Guinée, la région de Boké se trouve dans la partie Nord-Ouest appelée Guinée maritime. La région est riche en bauxite dont la Guinée est le 2^{ème} producteur mondial. Le pays possède les plus grandes réserves du minerai, dont les estimations s'élèvent à 25 milliards de tonnes¹. La région de Boké a été choisie comme région pilote par plusieurs organisations internationales (GIZ, CECI, Search, SFI ...) car elle fait face à un impact cumulatif d'un cluster d'entreprises minières qui y explorent ou exploitent la bauxite. A titre d'exemple, la ville de Boké est restée à l'écart des installations minières et par ricochet sa fonction urbaine est de moins en moins visible (absence de services d'approvisionnement, de secteurs économiques et de commerces structurés) et ses infrastructures se dégradent. La relocalisation des communautés impactées est déjà en pleine activité. Les mines industrielles causent des impacts environnementaux, sociaux, et culturels. Devant être une source de développement, la présence des sociétés minières provoquent des tensions et violences un peu partout dans les communautés. Celles-ci sont le plus dues à :

- La frustration des populations impactées par les activités des sociétés minières qui elle-même, est due à la non-atteinte des espoirs souvent très élevés des communautés en matière de développement (Emploi, Électricité, eau, infrastructures de services sociaux de base, etc....) ;
- Le manque d'informations et de connaissances des communautés sur leurs rôles et droits empêche une demande de redevabilité de la part des populations vers les élus, les structures locales et les entreprises et parfois explique des attentes infondées. Le manque de communication entre les acteurs et les différentes interprétations de la loi et des concepts par chaque partie prenante est un frein majeur au bon déroulement du processus de développement communautaire ;
- A la faible capacité des acteurs (société civile, autorités, compagnies minières) dans l'analyse et la gestion ces conflits qui les opposent.

Ce projet a été initié par Search afin de travailler avec tous les acteurs concernés en synergie pour identifier et mettre en œuvre des solutions conjointes. L'approche du projet vise à instaurer une confiance et des mécanismes de dialogue durables afin de réduire l'occurrence des conflits miniers dans les zones cibles pour une durée de 24 mois. Le projet a été mis en œuvre en tenant compte des principes fondateurs de l'approche Common Ground : exclusivité, neutralité, et sensibilité aux conflits. L'intervention a concouru à l'atteinte des objectifs spécifiques à travers l'obtention des résultats suivants :

Objectif spécifique 1 : Accroître les capacités des acteurs clés à prévenir et gérer les conflits miniers de manière pacifique, constructive et collaborative

Résultat attendu 1.1 : Les acteurs clés ont une meilleure compréhension des conflits miniers ;

Résultat attendu 1.2 : Les acteurs locaux clés augmentent leurs connaissances et capacités en communication, gestion des rumeurs, médiation et transformation des conflits dans le secteur minier, selon l'approche Common Ground.

Objectif spécifique 2 : Accroître la compréhension des populations quant à leurs droits et devoirs dans les zones minières et méthodes collaboratives de résolution des conflits.

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Compagnie_des_bauxites_de_Guin%C3%A9e

Résultat attendu 2.1 : Les communautés cibles ont une compréhension accrue de leurs droits et devoirs par rapport à l'exploitation minière et des méthodes collaboratives de résolution des conflits ;

Objectif spécifique 3 : Mettre en place des mécanismes participatifs et inclusifs qui favorisent la mise en place de solutions collaboratives et la redevabilité.

Résultat attendu 3.1 : La coordination entre les OSC intervenant dans le secteur minier dans la région de Boké est renforcée.

Résultat attendu 3.2 : Des mécanismes de redevabilité sont créés et fonctionnent de manière inclusive et participative

2. Méthodologie

2.1. Objectifs de l'évaluation

La présente évaluation vise à :

Objectif 1 : Analyser la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et l'impact du projet mis en œuvre par Search for Common Ground.

Objectif 2 : Recueillir les leçons apprises dans le développement et l'implémentation du projet et identifier les forces et faiblesses afin de capitaliser sur les leçons apprises et fournir des recommandations sur l'implémentation de ce Projet pour éclairer les futures interventions.

2.2. Détails de méthodologie

La zone géographique couverte par l'étude est la suivante :

- Boffa : Commune urbaine de Boffa, Douprou, Tougnifily, Mankountan,
- Boké : Commune urbaine de Boké, Kamsar, Sangaredi, Malapouyah, Kolaboui, Dabis.

En outre, la ville de Conakry a été visitée pour les entretiens individuels auprès du Chef du projet et du Directeur pays de Search en Guinée. La collecte des données a eu lieu du 11 au 17 février 2019 dans les localités susmentionnées.

Outils de collecte des données utilisés

Les outils de collecte élaborés dans le cadre de l'évaluation sont : un questionnaire ménage, un guide d'entretien communautaire (focus groupe) et un guide d'entretien individuel adressé au Chef du projet et au Directeur pays de Search. Les outils sont en annexe 1. Le choix des répondants au questionnaire ménage a été fait de façon aléatoire. Pour le tirage des ménages à l'intérieur de chacune des zones cibles, la méthode dite de la marche aléatoire décrite en annexe a été utilisée.

Pour ce qui concerne le volet qualitatif de l'étude, des focus groupes ont été réalisés auprès des informateurs clés (les autorités administratives, communales et locales, la société civile, les compagnies minières, OSC intervenant dans le secteur minier, Comités de Concertation dans les Localités Minières (CCLM) et les autres acteurs (troupes de théâtres, médias, etc.). En outre, des entretiens individuels ont été réalisés auprès du Chef de projet et du Directeur pays de Search à Conakry.

Au total, 500 ménages bénéficiaires des préfectures de Boffa et Boké étaient concernés par l'enquête ménage. Au moment de la rédaction du rapport, 391 ménages ont été enquêtés, soit une réalisation de 78%. Quant aux focus group, 09 focus groups ont été réalisés sur une planification de 10. Le tableau 1 donne la répartition des cibles planifiées et enquêtées par zone.

Tableau 1: Répartition de l'échantillon des cibles enquêtées

Préfecture	Sous-préfecture	Planification : Enquête ménage/ Entretien individuel	Réalisation : Enquête ménage/ Entretien individuel	Planification : focus groupe	Réalisation : focus groupe
------------	-----------------	--	--	---------------------------------	-------------------------------

Boffa	Boffa	50	0	1	0
	Douprou	50	53	1	1
	Tougnifily	50	25	1	1
	Mankountan	50	27	1	1
Boké	Boké	50	48	1	1
	Kamsar	50	47	1	1
	Sangaredi	50	51	1	1
	Malapouyah	50	50	1	1
	Kolaboui	50	50	1	1
	Dabis	50	40	1	1
	Total	500	391	10	09
Responsable technique Search		01	01		
Directeur Pays Search		01	01		
Responsable financier Search		01	00		

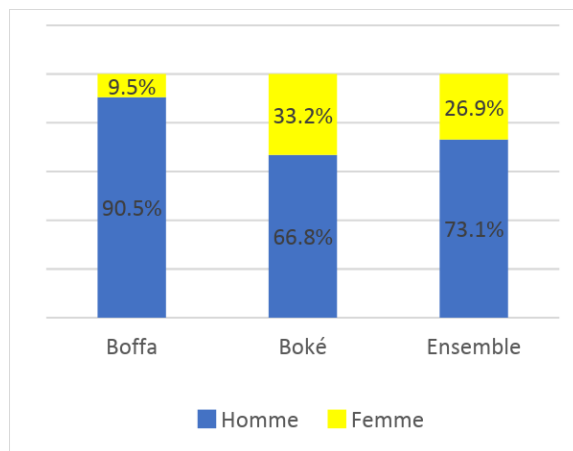
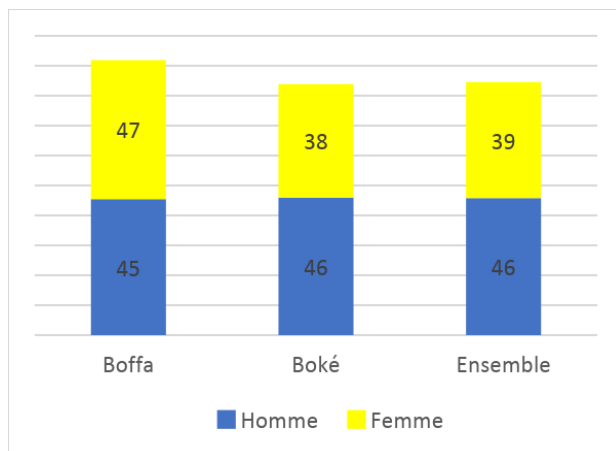
Données démographiques des répondants

Près de 75% des répondants enquêtés dans les communautés au cours de l'étude sont des hommes, contre 26,9% de femmes. Désagrégé par préfecture, nous constatons que :

- La plupart des répondants enquêtés dans les localités de la préfecture de Boffa sont des hommes (90,5%).
- Dans la préfecture de Boké, l'enquête ménage a touché 33,2% de répondants femmes.

À noter que l'âge moyen des répondants s'élève à 46 ans pour les hommes et 39 ans pour les femmes.

Graphique 1 et 2 : Sexe et âge des répondants des communautés enquêtées



Chaque focus groupe renfermait une autorité locale, une autorité coutumière, une représentante des femmes, un(e) représentant (e) des jeunes, un(e) représentant (e) des OSC, un(e) représentant (e) des compagnies minières, un(e) représentant (e) des médias. Au total, neuf (9) focus group (dont 5 focus group femmes) ont été réalisés dans les localités enquêtées. Au total, 63 personnes ont pris part aux focus groups (graphique ci-dessous) dont :

- Neuf (9) autorités locales ;
- Neuf (9) autorités coutumières ;
- Neuf (9) représentantes des femmes ;
- Neuf (9) représentantes des jeunes ;
- Neuf (9) représentantes des OSC ;
- Neuf (9) représentantes des compagnies minières ;
- Neuf (9) représentantes des médias.

3. Résultats

3.1. Pertinence

Les activités choisies dans le design du projet répondent-elles aux besoins locaux dans le cadre de la cohabitation pacifique entre compagnies minières, populations et autorités ?

Sur les cinq activités (formation sur les thématiques de gestion des conflits, sensibilisations communautaires, sensibilisations à travers les médias/internet, concertation permanente communautaire, déploiement du bulletin de score) mises en œuvre, la plupart (4/5) répondent aux besoins locaux dans le cadre de la cohabitation avec les compagnies minières. En effet, il ressort des informations collectées auprès des répondants des communautés que les activités qui ont le plus répondu aux besoins locaux sont par ordre d'importance : les sensibilisations communautaires (93,6%), la concertation permanente communautaire (85,4%), la sensibilisation à travers les médias/internet (71,6%) et la formation sur les thématiques de gestion des conflits (54,5%). La même tendance est également observée au niveau des préfectures enquêtées.

Cependant, les résultats de l'étude révèlent que moins de la moitié des répondants (respectivement 23,8% et 0,3% à Boffa et Boké) attestent que le déploiement du bulletin de score a répondu aux besoins locaux dans le cadre de la cohabitation avec les compagnies minières et les autorités. Quelle que soit la zone enquêtée, les raisons évoquées par les répondants sur l'effet escompté des bulletins de score concernent la méconnaissance de l'activité par ces derniers. A la question « Pourquoi le déploiement du bulletin de score n'a pas répondu aux besoins locaux dans le cadre de la cohabitation entre les compagnies minières et les autorités ? », les réponses fournies sont du genre : Aucune connaissance, méconnaissance de cette activité, cette activité n'est pas réalisée dans notre localité, etc. Un chef de ménage interviewé sur le site de Dankharan (s/p de Tougnyfly, p/Boffa) a répondu en ces termes « **Je ne connais pas cette activité** ». C'est aussi l'avis de ce chef de ménage enquêté sur le site de Kinkon (s/p de Tougnyfly, p/Boffa) qui avance un « **manque d'informations** » sur cette activité. Il en est de même dans la préfecture de Boké où les résultats obtenus reflètent la non réalisation de cette activité dans les localités enquêtées. C'est par exemple l'avis de cette épouse d'un chef de ménage enquêtée sur le site de Kalouankan (s/p de Dabis, p/Boké) qui affirme que *l'activité n'a pas été réalisée* dans leur localité.

En effet, il ressort que cette activité n'a été réalisée que dans la préfecture de Boffa à cause du fait que, dans la préfecture de Boké, certains des acteurs invités ne se sont pas rendus disponibles pour cette activité. C'est en tout cas la raison évoquée par le responsable du projet chez Search : « **La formation a touché les représentants de toutes deux préfectures (société civile, Directions préfectorales des Mines, responsables CCLM, leaders jeunes et femmes mais le déploiement n'a pu être effectué dans les localités de Boké puisque cela nécessite la participation active/ disponibilité des acteurs miniers qui (du côté de Boké) n'ont répondu aux invitations de participation. Cependant, leurs homologues de Boffa ont pris part aux activités** ». Ceci explique donc le faible taux de connaissance de l'activité auprès des répondants dans cette préfecture. Pour le cas de la préfecture de Boffa, malgré le fait que cette activité ait été réalisé,

la restitution dans les communautés n’a jamais été faite par les acteurs présents à l’activité. Ce qui fait que peu sont les répondants qui peuvent s’exprimer sur le bulletin Scorecard au sein des communautés.

Graphique 3 : Les activités qui ont le plus répondu aux besoins dans le cadre de la cohabitation avec les compagnies minières (Enquête ménage)

Les résultats obtenus lors des focus groupes (tableau 2) corroborent ceux obtenus avec les répondants des communautés. Toutefois, il est évident de constater que c’est la formation sur les thématiques de gestion de conflits qui est l’activité qui a le plus répondu aux besoins des communautés selon les participants, suivie des sensibilisations communautaires, la concertation permanente communautaire, la sensibilisation à travers les médias/internet et le déploiement du bulletin de score. Les différentes formations réalisées au cours de la mise en œuvre du projet à l’endroit des CCLM, des leaders des jeunes, des compagnies minières, ... dans les deux préfectures sur la prévention et la gestion des conflits autour des exploitations minières expliquent les résultats obtenus concernant la formation sur les thématiques de gestion de conflits, comparativement aux réponses des répondants.

Tableau 2: Les activités qui ont le plus répondu aux besoins dans le cadre de la cohabitation avec les compagnies minières (Focus group)

Préfecture	Participant	Formation sur les thématiques de gestion de conflits	Sensibilisations communautaires	Sensibilisation à travers les médias/internet	Déploiement de bulletin de score	Concertation permanente communautaire
Boffa	Autorité locale	66,7%	100,0%	66,7%	66,7%	66,7%
	Autorité coutumière	100,0%	66,7%	33,3%	33,3%	66,7%
	Représentant des femmes	100,0%	66,7%	66,7%	66,7%	66,7%
	Représentant des jeunes	100,0%	66,7%	33,3%	66,7%	66,7%
	Représentant des OSC	100,0%	66,7%	66,7%	66,7%	66,7%
	Compagnies minières	100,0%	66,7%	66,7%	33,3%	66,7%
	Médias	100,0%	66,7%	66,7%	33,3%	66,7%
Boké	Autorité locale	100,0%	100,0%	83,3%	16,7%	100,0%
	Autorité coutumière	100,0%	100,0%	83,3%	16,7%	100,0%
	Représentant des femmes	83,3%	100,0%	100,0%	16,7%	100,0%

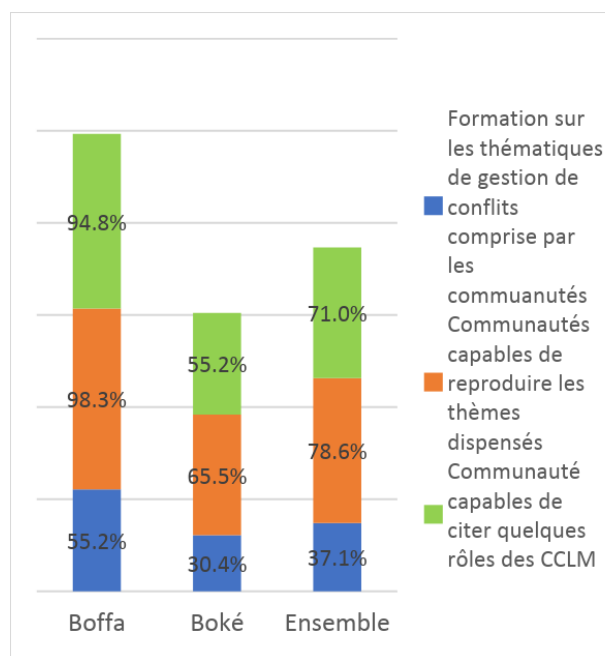
Représentant des jeunes	100,0%	100,0%	100,0%	16,7%	100,0%
Représentant des OSC	83,3%	100,0%	100,0%	16,7%	100,0%
Compagnies minières	100,0%	100,0%	100,0%	16,7%	100,0%
Médias	100,0%	100,0%	100,0%	16,7%	100,0%

Les acteurs locaux se sont-ils appropriés les activités mises en œuvre dans le cadre de ce projet ?

Les sensibilisations communautaires sont l'activité qui a été la plus maîtrisée par les communautés. Toutefois, la formation sur la gestion des conflits reçue par les CCLM, les leaders des jeunes, les compagnies minières, n'a pas été assimilée par les répondants dans les communautés. En effet, si les acteurs cités ont bien participé à ladite formation, ils ont manqué de faire la restitution dans leurs communautés. Ce qui a été un obstacle à la compréhension de cette activité pour l'ensemble de la communauté.

Globalement, 37,1% des répondants (55,2% à Boffa et 30,4% à Boké) affirment qu'ils ont compris la formation sur les thématiques de gestion des conflits. Cependant, il est à noter que dans les deux préfectures, parmi les répondants ayant déclaré avoir compris les formations auxquelles ils ont participé, près de 80% sont capables de reproduire les thèmes dispensés et citer quelques rôles des CCLM. Pour ce qui concerne les sensibilisations communautaires, respectivement près de 90% et 96,5% des personnes enquêtées dans les préfectures de Boffa et Boké ont bien compris l'activité, notamment le théâtre (69,9% à Boffa et 99,6% à Boké). Selon le responsable du projet chez Search, il ressort que « ***l'équipe du projet a choisi d'utiliser le théâtre qu'elle considère comme la meilleure combinaison pour avoir un impact qualitatif et toucher un grand effectif. Le cinéma mobile et les sessions d'écoutes sont des outils qui étaient utilisés sur le terrain en fonction de la nécessité*** ».

Graphique 4 et 5: Les activités comprises par les communautés (Enquête ménage)



Tous les participants des focus groups réalisés dans les deux préfectures affirment avoir bien compris les sensibilisations communautaires. La concertation permanente communautaire et les formations sur les thématiques de gestion de conflits ont aussi été compris par la plupart des participants (tableau 3).

Les raisons évoquées quant à la non-maîtrise de l'activité de formation sur les thématiques de

gestion des conflits par les participants est la non-participation à l'activité et aussi le fait qu'il n'y a pas eu de restitution de la part de ceux qui ont pris part à la formation.

Tableau 3: Les activités comprises par les communautés (focus group)

Préfecture	Participant	Formation sur les thématiques de gestion de conflits	Sensibilisations communautaires	Sensibilisation à travers les médias/internet	Déploiement de bulletin de score	Concertation permanente communautaire
Boffa	Autorité locale	66,7%	100,0%	66,7%	66,7%	66,7%
	Autorité coutumière	100,0%	100,0%	66,7%	66,7%	66,7%
	Représentant des femmes	100,0%	100,0%	33,3%	100,0%	66,7%
	Représentant des jeunes	100,0%	100,0%	33,3%	100,0%	66,7%
	Représentant des OSC	100,0%	100,0%	66,7%	66,7%	66,7%
	Compagnies minières	100,0%	100,0%	66,7%	100,0%	66,7%
	Médias	100,0%	100,0%	66,7%	33,3%	66,7%
Boké	Autorité locale	83,3%	100,0%	83,3%	0,0%	100,0%

Autorité coutumière	100,0%	100,0%	83,3%	0,0%	100,0%
Représentant des femmes	83,3%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%
Représentant des jeunes	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%
Représentant des OSC	83,3%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%
Compagnies minières	83,3%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%
Médias	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

Ainsi, au vu des résultats, on peut conclure que les communautés se sont appropriées des sensibilisations communautaires et des concertations permanentes communautaires. La formation sur les thématiques de gestion des conflits, les sensibilisations à travers les médias/internet et le déploiement des bulletins de score ont été moins maîtrisés par les communautés. Des actions devraient être menées dans ce sens afin de vulgariser le contenu des formations lors des concertations permanentes communautaires. Pour ce qui concerne le bulletin de score, une vulgarisation de cette activité s'avère nécessaire dans toutes les zones du projet pour une meilleure appropriation par les communautés.

3.2. Efficacité

% de personnes qui affirment qu'elles connaissent mieux leurs droits et devoirs concernant les exploitations minières suite à la mise en œuvre du projet

Globalement, la quasi-totalité (97,2%) des répondants des communautés attestent que la mise en œuvre des activités a permis d'accroître leur compréhension quant à leurs droits et devoirs face aux exploitations minières. Respectivement, 98,3% et 94,2% des communautés de Boké et Boffa affirment avoir connu davantage leurs droits et devoirs face aux exploitations minières avec la mise en œuvre des activités.

Graphique 6: Pourcentage des communautés qui affirment que la mise en œuvre des activités a permis d'accroître leur compréhension face à leurs droits et devoirs face aux compagnies minières

Aussi, il ressort des résultats des focus group, les participants des deux préfectures ont tous affirmé être mieux informés sur leurs droits et devoirs face aux exploitations minières avec la mise en œuvre des activités (tableau 4).

Tableau 4: Pourcentage des participants aux focus group qui affirment que la mise en œuvre des activités a permis d'accroître leur compréhension face à leurs droits et devoirs face aux compagnies minières

Préfecture	Participant	Formation sur les thématiques de gestion de conflits	Sensibilisations communautaires	Sensibilisation à travers les médias/internet	Déploiement de bulletin de score	Concertation permanente communautaire
Boffa	Autorité locale	66,7%	100,0%	66,7%	66,7%	66,7%
	Autorité coutumière	100,0%	100,0%	66,7%	66,7%	66,7%
	Représentant des femmes	100,0%	100,0%	33,3%	100,0%	66,7%
	Représentant des jeunes	100,0%	100,0%	33,3%	100,0%	66,7%
	Représentant des OSC	100,0%	100,0%	66,7%	66,7%	66,7%
	Compagnies minières	100,0%	100,0%	66,7%	100,0%	66,7%
	Médias	100,0%	100,0%	66,7%	33,3%	66,7%
Boké	Autorité locale	83,3%	100,0%	83,3%	0,0%	100,0%
	Autorité coutumière	100,0%	100,0%	83,3%	0,0%	100,0%
	Représentant des femmes	83,3%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%
	Représentant des jeunes	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%
	Représentant des OSC	83,3%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%
	Compagnies minières	83,3%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%
	Médias	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

Les résultats obtenus auprès des répondants des communautés et des focus groupes présentés dans les graphiques ci-dessous montrent que les sensibilisations communautaires ont été l'activité qui a le plus contribué à la compréhension des bénéficiaires quant à leurs droits et devoirs face aux compagnies minières. La concertation permanente communautaire est la deuxième activité qui a le plus contribué. Cependant, au cours des focus group (cf. graphique 9), les participants ont aussi évoqué la formation sur

les thématiques de gestion de conflits comme une activité contributrice (respectivement 100% et 66,7% à Boffa et Boké).

Graphique SEQ Graphique * ARABIC 8: Les activités qui ont le plus contribué à la compréhension des bénéficiaires quant à leurs droits et devoirs face aux exploitations minières selon les participants aux focus groups



% de personnes qui affirment que la compréhension de leurs droits et devoirs ainsi que leur mise en œuvre ont favorisé une meilleure communication et collaboration entre elles et les compagnies minières

La mise en œuvre des activités dans les zones du projet a favorisé un changement de comportement entre les communautés et les compagnies minière. En effet, près de 95% des répondant des communautés bénéficiaires (93,3% à Boffa et 92,7% à Boké) attestent que la mise en œuvre des activités a apporté un changement dans leur savoir vivre/faire face aux activités des compagnies minières (cf. graphique 9).

Graphique 9: Pourcentage des communautés qui affirment que la mise en œuvre des activités a apporté un changement dans leur savoir vivre/faire face aux activités des compagnies minières

Tous les participants aux focus group affirment également que la mise en œuvre des activités a apporté un changement dans le savoir-vivre/faire des communautés face aux activités des compagnies minières.

Dans l'ensemble le projet «BOKE HERY » est à un taux de réalisation de 70% ce qui constitue une proportion assez raisonnable dans la mise en œuvre des indicateurs d'un projet de cohésion sociale. De l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que la non-exécution des différents écarts constatés est dû essentiellement à un manque de ressources financières. Toutefois, la mission d'évaluation, à l'absence de preuves non fournies par le projet (rapport financier) ne peut acter la justification de ces écarts.

3.3. Efficience

Les activités ont-elles eu un rapport coût-efficacité acceptable ?

Au cours de l'évaluation, l'équipe de consultants n'a pas eu accès au rapport financier de l'étude afin d'évaluer le rapport coût-efficacité.

L'implémentation du projet s'est-elle faite de manière rationnelle ?

L'implémentation d'un projet passe par le partage du plan d'activité avec les communautés au début du projet ou avant la mise en œuvre d'une activité du projet. Selon les résultats obtenus auprès des répondants des communautés, plus de 90% n'ont pas eu connaissance du plan d'activités du projet. La proportion des répondants qui approuvent le partage du plan d'activités s'élève à 9,1% à Boké et 1,0% à Boffa.

Cependant, il est à signaler qu'il ressort des entretiens individuels réalisés avec le Chef du projet et le Directeur pays de Search que le plan de travail est partagé avec les cibles en amont de toute activité/mission sur le terrain.

Graphique 10: Pourcentage des communautés qui affirment que le plan d'activité a été partagé avec les cibles et les partenaires.

Les résultats des focus groupes démontrent la même tendance pour ce qui concerne le partage du plan d'activité avec les cibles. En effet, les participants aux focus group réalisés dans la préfecture de Boffa affirment que le plan d'activité n'a pas été partagé avec les cibles. Par contre, à Boké, certains participants ont déclaré que le plan d'activité a été partagé (cf. tableau 5).

Tableau 5: Pourcentage des participants aux focus group qui affirment que le plan d'activité a été partagé avec les cibles et les partenaires

Préfecture	Participant	Le plan de mise en œuvre des activités a été partagé avec les cibles et les partenaires
Boffa	Autorité locale	0,0%
	Autorité coutumière	0,0%
	Représentant des femmes	0,0%
	Représentant des jeunes	0,0%
	Représentant des OSC	0,0%
	Compagnies minières	0,0%
	Médias	0,0%
Boké	Autorité locale	33,3%
	Autorité coutumière	50,0%
	Représentant des femmes	33,3%
	Représentant des jeunes	50,0%
	Représentant des OSC	33,3%
	Compagnies minières	50,0%

Médias	50,0%
--------	-------

En ce qui concerne le respect du plan d'activité, les résultats montrent que plus de 90% des communautés ayant approuvé le partage du plan d'activités avec les cibles affirment qu'il a été respecté (100% à Boffa et 92,3% à Boké).

Graphique 11: Pourcentage des communautés qui affirment que le plan d'activité a été respecté

La majorité des participants aux focus group réalisés dans la préfecture de Boké ayant approuvé le partage du plan d'activité avec les

Tableau 6: Pourcentage des participants aux focus group qui affirment que le plan d'activité a été respecté

Préfecture	Participant	Respect du plan de travail
Boké	Autorité locale	100,0%
	Autorité coutumière	66,7%
	Représentant des femmes	100,0%
	Représentant des jeunes	66,7%
	Représentant des OSC	100,0%
	Compagnies minières	66,7%
	Médias	33,3%

3.4. Impact

Est-ce que l'objectif principal du projet a été atteint ?

L'objectif principal du projet étant de renforcer le dialogue et réduire les conflits entre les compagnies minières, les autorités et les communautés, il ressort des résultats obtenus au cours de l'évaluation que cet objectif a été globalement atteint. En effet, la majorité des répondants des communautés attestent que les activités concernant la formation sur les thématiques de gestion des conflits, les sensibilisations communautaires, les sensibilisations à travers les médias/internet, les concertations permanentes communautaires ont répondu aux besoins locaux dans le cadre de la cohabitation entre les communautés, les autorités et les compagnies minières. Quant au déploiement du bulletin de score, cette activité est méconnue par la plupart des communautés. Les raisons évoquées par les répondants portent essentiellement sur la non réalisation de cette activité dans leurs localités. Malgré la mise œuvre de cette activité dans quatre localités de Boffa selon le Chef du projet, elle demeure cependant méconnue par les populations pour manque de communication autour de l'activité. Pour ce qui concerne l'appropriation des activités mises en œuvre, excepté les activités nécessitant des formations pour lesquelles des restitutions ne sont pas faites aux populations par les participants, les communautés (94,4% des répondants et au moins 66,7% des participants aux focus group) maîtrisent les activités menées (sensibilisations communautaires, sensibilisations à travers les médias/internet et les concertations permanentes communautaires). Les résultats de l'évaluation révèlent aussi que près de 95% des

répondants des communautés soutiennent que la mise en œuvre des activités a apporté un changement dans leur savoir vivre/faire face aux activités des compagnies minières. Les sensibilisations communautaires et les concertations permanentes communautaires sont les activités qui ont le plus contribué au changement de comportement des communautés envers les compagnies minières selon les informations recueillies.

Quels changements spécifiques (attendus ou non, chez les individus ou les communautés) découlent du projet ?

Les répondants des communautés ainsi que les participants aux focus group ont évoqué plusieurs changements survenus avec la mise en œuvre des activités quant à leur cohabitation avec les compagnies minières. Les changements évoqués par les répondants et les représentants des communautés sont : l'abandon des violences à l'endroit des compagnies minières, la gestion pacifique des conflits, la connaissance de leurs droits et devoirs envers les exploitations minières, l'organisation des sessions d'échange communautaires, prévention des conflits à travers les plaintes déposées aux CCLM, la bonne cohabitation avec les sociétés minières. C'est par exemple l'avis de cette femme enquêtée sur le site de Toglagba (sp de Dabis, préfecture de Boké) qui a cité comme changements : « *Ça nous a permis de comprendre que nous ne devons faire en aucun cas des violences ; Nous avons compris la nécessité de la gestion pacifique des conflits ; Nous avons compris l'intérêt des dialogues communautaires* ». Pour ce chef de ménage interviewé sur le site de Kènéndé (s/p de Douprou, préfecture de Boffa) les changements survenus suite à la mise en œuvre du projet sont : « *la diminution des tensions, l'esprit de tolérance, la compréhension mutuelle et réceptivité des activités des sociétés minières* ».

Combien de personnes ont été affectés, directement ou indirectement, par le projet ?

Les activités mises en œuvre dans le cadre du projet a affecté directement ou indirectement certaines personnes, selon près de 90% des répondants communautés interrogées (respectivement 88,8% et 85,7% des répondants des communautés interviewées dans les préfectures de Boké et Boffa).

Graphique 12: Pourcentage des communautés qui affirment que la mise en œuvre des activités a affecté directement ou indirectement certaines personnes

Aussi, lors des focus group, tous les participants ont affirmé que les activités mises en œuvre dans le cadre du projet ont affecté directement ou indirectement certaines personnes.

Ainsi, il ressort des réponses que les activités mises en œuvre ont permis aux communautés d'être préservées des conflits, de favoriser l'employabilité des jeunes avec la baisse des conflits, la construction des infrastructures de base, etc. A titre d'exemples, ci-dessous quelques citations recueillies lors de l'évaluation :

« *Les violences ont cessé, le CCLM assure bien l'interface entre les communautés et les sociétés* » (Chef de ménage enquêté sur le site de Dabis, p/Boké) ; « *Beaucoup de jeunes bénéficient de l'emploi, et les routes sont réparées* » (Chef de ménage enquêté à Malapouyah Centre, p/Boké) ; « *Notre poste de santé a été renouvelé, des forages ont été construits* » (Chef de ménage enquêté sur le site de Kènéndé, s/p Douprou, p/Boffa).

Cependant, certains continuent toujours à pointer du doigt les exploitations minières en évoquant l'appropriation et la destruction des terres, les bruits émanant des compagnies minières et la pollution entre autres. C'est par exemple la réponse d'un chef de ménage enquêté sur le site de Kènéndé (s/p Douprou, p/Boffa) : « **Destruction de certaines zones de cultures non compensées, sécheresse et manque d'eau, diminution de la pauvreté au niveau de certains citoyens qui ont accédé à un emploi** ».

Partant de tout ce qui précède, nous retenons comme principales leçons apprises de la mise en œuvre de ce projet deux points :

- lorsque les projets sont élaborés et mis en œuvres en tenant compte du contexte des zones d'implémentation, il est évident que les objectifs visés soient atteints. Dans le cas de ce projet, les activités ont contribué à ce que les communautés connaissent leurs droits et devoirs face aux exploitations minières. Ce qui a eu pour principal résultat l'abandon/diminution des conflits entre les communautés et les compagnies minières. Cette affirmation est soutenu par les propos du Chef du projet basé à Search : « **Nous avons contribué à renforcer l'esprit de dialogue entre les acteurs à la base. Sur le terrain, nous avons facilité la redynamisation de certains mécanismes qui existaient déjà où qui sont nés avec le projet** ».
- Pour ce qui concerne l'implémentation du projet dans les communautés, il ressort des informations recueillies dans les localités enquêtées que le plan d'activités n'a pas été partagé avec l'ensemble des communautés. Il a été cependant partagé avec leurs représentants (CCLM) en amont de toute activités menées, selon les informations recueillies auprès de Search (responsable technique du projet et Directeur Pays).

3.5. Récapitulatif des résultats atteints par le projet

Globalement, le projet « Boké Hèry » est à un taux de réalisation de 70%. Ce qui constitue une proportion assez raisonnable dans la mise en œuvre des indicateurs d'un projet de cohésion sociale. De l'analyse du tableau ci-dessous, il ressort que la non-exécution des différents écarts constatés est dû essentiellement à un manque de ressources financières. Toutefois, la mission d'évaluation, à l'absence de preuves non fournies par le projet (rapport financier) ne peut acter la justification de ces écarts.

Tableau 7: Récapitulatif des résultats atteints par le projet

Activités	Prévues	Réalisées	Écart	%	Commentaire
	s	s	s		
1.1.1 : Conflict Scan	4	3	1	75	Le dernier conflit scan n'a pu être réalisé en raison du retard dans le dernier décaissement des fonds qui a rendu son exécution peu nécessaire vue la fin imminente du projet
1.2.1: Formation en communication, gestion des rumeurs, médiation selon l'Approche Common Ground	1	2	1	200	

1.2.2: Formation en communication constructive et positive à l'intention des autorités locales	2	0	2	0	La signature tardive de l'avenant et la réception tardive de la dernière tranche des fonds ont empêché la réalisation de cette activité
1.2.3 Formation des CPD (Comité Préfectoral de Développement), CCLM et SRCCL en transformation des conflits	10	10	0	100	
2.1.1: Sessions de sensibilisation communautaires	60	54	6	90	Budget limité par rapport à la quantité prévue
2.1.2 Campagnes de production et diffusion médiatique	4	4	0	100	
2.1.3: Phone, SMS and social network outreach	1	0	1	0	Il était initialement prévu de créer une plateforme dédiée à la mobilisation en ligne et par SMS. Cependant la priorité a été accordée aux plateformes de réseaux sociaux de Search-Guinée afin de capitaliser sur notre base (YouTube et Facebook)
3.1.1.: Mise en place des mécanismes réguliers et fonctionnels : Cadre de concertation	2	3	+1	150	01 cadre par sous-préfecture + le cadre national
3.1.1: Mise en place des mécanismes de coordination réguliers et fonctionnels : Création et maintien d'un site internet	1	1	0	100	
3.2.1 : Conception et déploiement des bulletins de score	2	1	1	50	A Boffa, l'activité a pu être réalisée. Cependant, à Boké les entreprises minières n'ont pu répondre à l'invitation pour les activités liées aux bulletins de score du fait de leurs activités communautaires en lien avec des missions gouvernementales durant la même période. Les conditions n'étaient donc pas réunies afin de procéder à l'activité qui requérait leur implication.
3.2.2. Tribunes d'Expression populaires (TEP)	20	14	6	70	Les TEP devrait se tenir sur la base des résultats des bulletins de score. Les TEP non réalisés sont dus au non déploiement des BS à Boké.
3.2.3: Initiatives locales de Prévention des Conflits	20	15	5	75	Aucune autre initiative pertinente soumise au projet

3.3.1 Appui aux initiatives locales d'éducation civique des Jeunes formés en leadership et communication constructive	40	0	40	0	L'activité n'a pu être réalisée à cause du manque de budget dû au retard dans le décaissement de fonds
3.3.2 Formations d'observateurs d'alertes sur le système d'alertes précoce et réponses rapide	1	1	0	100	
3.3.3 Appui aux actions de Réponse des CCLM	30	30	0	100	
Ensemble	198	138	60	70	

4. Conclusions

Globalement, il ressort des résultats de l'étude que les activités mises en œuvre par Search dans les préfectures de Boffa et Boké dans le cadre du projet « Boké Hèry » en vue de réduire les conflits entre les compagnies minières, les autorités locales et les communautés en Guinée ont été beaucoup appréciées par les communautés.

En effet, les cibles interrogées au cours de l'étude (populations et représentants des communautés) attestent que les activités mises en œuvre répondent à leurs besoins dans le cadre de la cohabitation entre les populations, les compagnies minières et les autorités. Il s'agit de la formation sur les thématiques de gestion des conflits, les sensibilisations communautaires, les sensibilisations à travers les médias/internet et les concertations permanentes communautaires. Toutefois, les populations n'ont pas été bien imprégnées du contenu de la formation des gestions de conflits reçue par leurs représentants (CCLM).

En effet, la proportion des répondants qui ont évoqué cette activité s'élève à 54,5%, contre respectivement 93,6%, 85,4%, 71,6% pour les sensibilisations communautaires, la concertation permanente communautaire et la sensibilisation à travers les médias. Le déploiement du bulletin de score n'a pas été réalisé dans toutes les zones du projet. L'activité a été réalisée que dans certaines localités de la préfecture de Boffa. Aussi, il ressort des résultats de l'étude que les participants aux formations sur le déploiement du bulletin de score n'ont pas vulgarisé l'activité au sein de leurs communautés.

Pour ce qui concerne l'appropriation des activités mises en œuvre dans le cadre du projet, les communautés avoir maîtrisé notamment les sensibilisations communautaires, la sensibilisation à travers les médias/internet, les concertations permanentes communautaires. La formation sur les thématiques de gestion des conflits et le déploiement des bulletins de score ont été les activités qui n'ont pas été vulgarisées au sein des communautés, vu les faibles proportions des répondants des communautés qui maîtrisent ces activités. Les résultats de l'évaluation montrent que 97,2% des répondants des communautés (respectivement 98,3% à Boké et 94,2% à Boffa) affirment que les activités mises en œuvre leur ont permis d'accroître leur compréhension quant à leurs droits et devoirs face aux exploitations minières.

Pour ce qui concerne l'évaluation du rapport coût-efficacité, il est à préciser que l'équipe de consultants n'a pas eu accès au rapport financier de l'étude afin d'évaluer le rapport coût-efficacité. L'implémentation du projet dans les localités bénéficiaires ne s'est pas déroulée comme prévu selon les informations recueillies auprès des communautés. En effet, respectivement 9,1% et 1,0% des répondants interviewés dans les préfectures de Boké et Boffa ont déclaré que le plan des activités n'a pas été partagé avec les communautés. Cependant, il ressort des entretiens avec le Chef du projet et le Directeur pays de Search en Guinée que le plan d'activités est partagé en amont de toute activité/mission.

Les informations recueillies lors de l'étude révèlent que la mise en œuvre des activités a affecté directement ou indirectement certaines personnes. Selon près de 90% des répondants des communautés enquêtées, le projet a permis aux communautés d'être préservées des conflits à l'encontre des exploitations minières, de favoriser l'employabilité des jeunes avec la baisse des conflits et la construction/réhabilitation des infrastructures de base par les compagnies minières (centres de santé, routes, forages, etc.). Cependant, certains répondants ont évoqué l'appropriation des terres par les

Évaluation finale | Boké Hèry : Renforcer le dialogue et réduire les conflits entre les compagnies minières, les autorités et les communautés

exploitations minières, les bruits émanant des compagnies minières ainsi que la pollution comme le côté sombre des compagnies minières.

5. Recommandations

A la lumière des constats fait ci-dessus, la mission d'évaluation recommande :

Aux autorités et communautés :

1. Vulgariser le contenu des formations sur les thématiques de gestion des conflits aux communautés afin de les permettre de s'approprier de l'activité ;
2. Poursuivre les activités de sensibilisation jusque dans les secteurs et hameaux ;
3. Impliquer le secteur de l'éducation dans les différentes activités de sensibilisation et de formation, pour une large diffusion du projet notamment chez les jeunes.

A Search for Common Ground:

1. Élargir les activités au niveau de tous les districts des préfectures ciblées ;
2. Poursuivre le déploiement du bulletin de score dans toutes les zones du projet pour une meilleure appropriation de l'activité par les communautés bénéficiaires ;
3. Élaborer des fascicules sur toutes les formations et sensibilisations réalisées (notamment sur les droits et devoirs) et les distribuer à échelle ;
4. Impliquer le secteur de l'éducation dans les différentes activités de sensibilisation et de formation, pour une large diffusion du projet notamment chez les jeunes ;
5. Faire participer davantage les CCLM et les populations dans le montage et la mise en œuvre des activités (implication et partage de la planification) ;
6. Intensifier les actions de plaidoyer vers les sociétés minières afin de les interpellier sur leurs rôles et devoirs vis à vis des communautés.
7. Former et appuyer les populations sur d'autres activités génératrices de revenus ;
8. Distribuer les supports de formation aux populations ;
9. Renforcer les capacités des autorités locales administratives en termes de communications entre les communautés et les autorités ;
10. Étendre les activités à tous les districts des préfectures de Boffa et Boké, et aussi à d'autres régions bénéficiant de la présence de compagnies minières.

Aux compagnies minières :

1. Appuyer davantage les initiatives locales des jeunes et femmes relatives à la création des activités génératrices de revenus (AGR) et les Très Petites Entreprises (TPE) dans le but de réduire le chômage des jeunes/femmes dans les localités minières et réduire l'affluence des demandes d'emploi ;
2. Poursuivre la réalisation de projets de développement local à travers l'appui à la construction des infrastructures sociales de base dans les localités impactées par l'exploitation minière ;
3. Renforcer les communications sur leurs activités notamment les procédures de compensations, du paiement des taxes et des redevances minières auprès des populations riveraines. Aussi communiquer davantage sur les actions, aides ou dons accordés aux communautés dans le cadre du développement communautaire ou l'amélioration des conditions de vie des populations impactées.

Au bailleur (GIZ):

1. Au vu des résultats probants obtenus à l'issue de l'étude, la mission recommande de poursuivre le projet dans tous les districts des préfectures de Boffa et Boké et dans d'autres zones du pays où il y a une forte présence des compagnies minières.

Évaluation finale | Boké Hèry : Renforcer le dialogue et réduire les conflits entre les compagnies minières, les autorités et les communautés

6. Appendices

Annexe 1: Outils de collecte

Guide Enquête ménage



Ce Check liste s'adresse aux ménages affectés par les l'exploitation minières du du projet «GUI728 » : Renforcer le dialogue et réduire les conflits entre les compagnies minières, les autorités et les communautés en Guinée mis en œuvre par Search Guinée et ses partenaires.

Cette évaluation finale vise à :

- ⇒ Objectif 1 : Analyser la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et l'impact du projet mis en œuvre par Search for Common Ground.
- ⇒ Objectif 2 : Recueillir les leçons apprises dans le développement et l'implémentation du projet et identifier les forces et faiblesse afin de capitaliser sur les leçons apprises et fournir des recommandations sur l'implémentation de ce Projet pour éclairer les futures interventions.

Avant de commencer avec l'entretien veuillez toujours reprendre ce paragraphe.

Bonjour, Je m'appelle Mr/Melle....., et je travaille pour AMRAD. Nous sommes une organisation indépendante qui travaille pour le compte de Search_ Guinée. Nous nous efforçons à l'aider à améliorer la situation des groupes cibles que vous appuyez. Cela ne vous prendra que 01 heure de temps. Ces informations seront confidentielles et utilisées par Search et ses partenaires pour améliorer l'aide à vos communautés cibles.

Acceptez – vous de répondre à l'interview ?

Si, oui, avez-vous des questions avant de commencer

PERTINENCE

Les activités choisies dans le design du projet répondent-elles aux besoins locaux dans le cadre de la cohabitation pacifique entre compagnies minières, populations et autorités ?

Q1 : Parmi ces activités, pouvez-vous me dire lesquels vous aviez participé/entendu/vu dans le cadre de la mise en œuvre du projet GUI728 de Search et ses partenaires ?

1. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
2. Sensibilisations communautaires : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
3. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
4. Déploiement de bulletin de score : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
5. Concertation permanente communautaire : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/.

Q2 : Parmi ces activités menées par Search et ses partenaires, lesquelles d'entre elles répondent à vos besoins dans le cadre de la cohabitation pacifique entre vous et les compagnies minières et les autorités ?

1. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q2.1 : Si non, pourquoi ? /_____/

2. Sensibilisations communautaires : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q2.2. : Si non, pourquoi ? /_____/

3. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q2.3: Si non, pourquoi ? /_____/

4. Déploiement de bulletin de score : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q2.4. : Si non, pourquoi ? /_____/

5. Concertation permanente communautaire : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q2.5: Si non, pourquoi ? /_____/.

Q3 : Pensez-vous que d'autres activités sont-elles nécessaires afin d'amener la cohabitation pacifique entre vous et les compagnies minières et les autorités ?

1=Oui/___/ ; 2=Non/___/.

Q3.1. Si Oui, citez dans l'ordre les trois principales activités :

A1:/_____/ ; A2=/_____/ ; A3=/_____/.

Q4 : Dans la mise en œuvre de ces activités, quelle a été vos principales satisfaction (lèçons apprises

S1:/_____/ ; S2=/_____/ ; S3=/_____/

Q5 : A l'issue de la mise en œuvre de ces activités, quelles sont vos principales recommandations à l'endroit de Search et ses partenaires ?

R1:/_____/ ; R2=/_____/ ; R3=/_____/

Les acteurs locaux se ont-ils approprié les activités mis en œuvre dans le cadre de ce projet ?

Q5 : Parmi les activités menées par Search et ses partenaires, lesquelles d'entre elles avez-vous bien compris

1. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q5.1. Si oui, êtes capables de reproduire les thèmes dispensés ? 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q5.2. : Si oui, pouvez-vous me dire quelques rôles des CCLM ? 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q5.3 : Si oui lesquels

R1=/_____/ ; R2=/_____/ ; R3=/_____/

2. Sensibilisations communautaires : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q5.1. Si oui, pouvez-vous me dire parmi ces activités lesquelles avez-vous le plus compris

1. Théâtre : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

3. Cinéma mobile : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

4. Sessions d'écoute : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q5.2. : Si oui, pouvez-vous me laquelle de ces activités a le plus contribué à l'amélioration du climat social

2. Théâtre : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

5. Cinéma mobile : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/ ;
6. Sessions d'écoute : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/.

EFFICIENCE.

Les objectifs ont-ils été atteints en temps ?

Q6 : Le plan de mise en œuvre des activités a-t-il été partagé avec vous ? 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/

Q6.1. Si oui, pensez-vous que le plan a été respecté : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/

Q6.2. Si non, pourquoi : /_____/

IMPACT

Est-ce que l'objectif principal du projet a été atteint?

Q7 : Pensez-vous que la mise en œuvre de ces activités a permis d'Accroître votre compréhension quant à leurs droits et devoirs face à ces exploitations ? 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/

Q7.1. Si oui, pouvez-vous me dire laquelle de ces activités a le plus contribué ?

1. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/
2. Sensibilisations communautaires : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/
3. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/
4. Déploiement de bulletin de score : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/
5. Concertation permanente communautaire : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/.

Q7.2. Si non, pouvez nous dire pourquoi ces activités n'ont pas permis d'Accroître votre compréhension quant à leurs droits et devoirs face à ces exploitations

1. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : /_____/
2. Sensibilisations communautaires : /_____/
3. Sensibilisation à travers les médias/internet : /_____/
4. Déploiement de bulletin de score : /_____/
5. Concertation permanente communautaire : /_____/.

Quels changements spécifiques (attendus ou non, chez les individus ou les communautés) découlent du projet ?

Q8 : Pensez-vous que la mise en œuvre de ces activités a apporté un changement dans votre savoir vivre /faire face aux activités des sociétés minières ? 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/

Q8.1 Si oui, ces changements étaient -il attendus ? 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/

Q8.2. Si Oui, pouvez-vous me citer quelques exemples : E1=/___/ ; E2=/___/ ; E3=/___/

Q8.3 : Si non pouvez-vous me citer quelques exemples : E1=/___/ ; E2=/___/ ; E3=/___/.

Combien de personnes ont été affectés, directement ou indirectement, par le projet ?

Q9 : La mise en œuvre de ces activités vous a – il affecté directement ou indirectement ?

1=ooui/___/ ; 2=Non/___/.

Comment ces personnes ou groupes ont-ils été affecté par le projet (recueil d'histoire de succès) ?

Q10 : Si oui à Q9, comment avez-vous été affecté ? /_____/

Je vous remercie ; Fin de l'entretien,

Photo

GPS

Questionnaire d'entretien individuel (Responsable Technique du projets et Directeur Pays Search) et partenaires de mise en œuvre.



Ce Cheick liste s'adresse aux Responsables de mise en oeuvre du projet «GUI728 » : au sein de Search et ses partenaires

Cette évaluation finale vise à :

- ⇒ Objectif 1 : Analyser la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et l'impact du projet mis en œuvre par Search for Common Ground.
- ⇒ Objectif 2 : Recueillir les leçons apprises dans le développement et l'implémentation du projet et identifier les forces et faiblesse afin de capitaliser sur les leçons apprises et fournir des recommandations sur l'implémentation de ce Projet pour éclairer les futures interventions.

Avant de commencer avec l'entretien veuillez toujours reprendre ce paragraphe.

Bonjour, Je m'appelle Mr/Melle....., et je travaille pour AMRAD. Nous sommes une organisation indépendante qui travaille pour le compte de Search_ Guinée. Nous nous efforçons à l'aider à améliorer la situation des groupes cibles que vous appuyez. Cela ne vous prendra que 01 heure de temps. Ces informations seront confidentielles et utilisées par Search et ses partenaires pour améliorer l'aide à vos communautés cibles.

Acceptez – vous de répondre à l'interview ?

Si, oui, avez-vous des questions avant de commencer

PERTINENCE

Les activités choisies dans le design du projet répondent-elles aux besoins locaux dans le cadre de la cohabitation pacifique entre compagnies minières, populations et autorités ?

Q1 : De votre expérience dans la conduite de ce projet, pensez-vous que ces activités choisies ont répondu besoins locaux dans le cadre de la cohabitation pacifique entre compagnies minières, populations et autorités ?

1. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
2. Sensibilisations communautaires : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
3. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
4. Déploiement de bulletin de score : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
5. Concertation permanente communautaire : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/.

Q2 : Parmi ces activités menées, lesquelles d'entre elles par priorité a le plus répondu aux besoins dans le cadre de la cohabitation pacifique entre vous et les compagnies minières et les autorités ?

6. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q2.1 : Si non, pourquoi ? / _____/

7. Sensibilisations communautaires : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q2.2. : Si non, pourquoi ? / _____/

8. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q2.3: Si non, pourquoi ? / _____/

9. Déploiement de bulletin de score : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q2.4. : Si non, pourquoi ? / _____/

10. Concertation permanente communautaire : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q2.5: Si non, pourquoi ? / _____/.

Q3 : Pensez-vous que d'autres activités sont-elles nécessaires afin d'amener la cohabitation pacifique entre vous et les compagnies minières et les autorités ?

1=Oui/___/ ; 2=Non/___/

Q3.1. Si Oui, citez dans l'ordre les trois principales activités :

A1:/ _____/ ; A2=/ _____/ ; A3=/ _____/

Q4 : Dans la mise en œuvre de ces activités, quelle a été vos principales satisfaction (leçons apprises

S1:/ _____/ ; S2=/ _____/ ; S3=/ _____/

Q5 : A l'issue de la mise en œuvre de ces activités, quelles sont vos principales recommandations à l'endroit de Search et ses partenaires ?

R1:/ _____/ ; R2=/ _____/ ; R3=/ _____/

Les acteurs locaux se ont-ils approprié les activités mis en œuvre dans le cadre de ce projet ?

Q5 : Parmi les activités menées par Search et ses partenaires, lesquelles d'entre elles a été bien compris selon vous par les communautés

1. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/
2. Sensibilisations communautaires : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;
3. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;
4. Déploiement de bulletin de score : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/
5. Concertation permanente communautaire : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/.

Q5.1. Si non, pouvez vous nous expliquez pourquoi l'activité n'a pas pu contribuer à la cohésion sociale ?

1. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : / _____/
2. Sensibilisations communautaires : / _____/
3. Sensibilisation à travers les médias/internet : / _____/
4. Déploiement de bulletin de score : / _____/
5. Concertation permanente communautaire : 1/ _____/

EFFICIENCE.

Les objectifs ont-ils été atteints en temps ?

Q6 : Pensez-vous que le plan de mise en œuvre des activités a-t-il été partagé avec les cibles et partenaires ? 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q6.1 Si oui, prendre une copie du plan de travail

Q6.2 Si oui, pensez-vous que le plan a été respecté : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q6.2. Si non, pourquoi : / _____/

IMPACT

Est-ce que l'objectif principal du projet a été atteint?

Q7 : Pensez-vous que la mise en œuvre de ces activités a permis d'Accroître la compréhension des bénéficiaires quant à leurs droits et devoirs face à ces exploitations ? 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q7.1. Si oui, pouvez-vous me dire laquelle de ces activités a le plus contribué ?

6. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/
7. Sensibilisations communautaires : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/
8. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/
9. Déploiement de bulletin de score : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/
10. Concertation permanente communautaire : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/.

Q7.2. Si non, pouvez nous dire pourquoi ces activités n'ont pas permis d'Accroître votre compréhension quant à leurs droits et devoirs face à ces exploitations

6. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : /_____/
7. Sensibilisations communautaires : /_____/
8. Sensibilisation à travers les médias/internet : /_____/
9. Déploiement de bulletin de score : /_____/
10. Concertation permanente communautaire : /_____/.

Quels changements spécifiques (attendus ou non, chez les individus ou les communautés) découlent du projet ?

Q8 : Pensez-vous que la mise en œuvre de ces activités a apporté un changement dans le savoir-vivre /faire des communautés face aux activités des sociétés minières ? 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q8.1 Si oui, ces changements avez-vous noté des changements attendus ? 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q8.2. Si Oui, pouvez-vous me citez quelques exemples : E1=/___/ ; E2=/___/ ; E3=/___/

Q8.3 : Si non pouvez-vous me citez quelques exemples : E1=/___/ ; E2=/___/ ; E3=/___/.

Combien de personnes ont été affectés, directement ou indirectement, par le projet ?

Q9 : Pensez-vous que la mise en œuvre de ces activités vous a affecté directement ou indirectement certaines personnes ?

1=oui/___/ ; 2=Non/___/.

Comment ces personnes ou groupes ont-ils été affecté par le projet (recueil d'histoire de succès) ?

Q10 : Si oui à Q9, comment avez-vous été affecté ? /_____/

Je vous remercie ; Fin de l'entretien,

Photo

GPS

Questionnaire communautaire (focus group)



Ce Check liste s'adresse aux acteurs clés qui ont été impliqués dans la mise en œuvre du du projet «GUI728» financé par Search et ses partenaires notamment le représentant de:

1. Autorité locale,
2. Autorité coutumière
3. Représentant des femmes
4. Représentant des jeunes
5. Représentant des OSC
6. Compagnies minières
7. Médias.

Il est administré en entretien direct semi structuré.

Cette évaluation finale vise à :

- ⇒ Objectif 1 : Analyser la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et l'impact du projet mis en œuvre par Search for Common Ground.
- ⇒ Objectif 2 : Recueillir les leçons apprises dans le développement et l'implémentation du projet et identifier les forces et faiblesse afin de capitaliser sur les leçons apprises et fournir des recommandations sur l'implémentation de ce Projet pour éclairer les futures interventions.

Avant de commencer avec l'entretien veuillez toujours reprendre ce paragraphe.

Bonjour, Je m'appelle Mr/Melle....., et je travaille pour AMRAD. Nous sommes une organisation indépendante qui travaille pour le compte de Search_ Guinée. Nous nous efforçons à l'aider à **améliorer la situation des groupes cibles que vous appuyez**. Cela ne vous prendra que 01 heure de temps. Ces informations seront confidentielles et utilisées par Search et ses partenaires pour améliorer l'aide à vos communautés cibles.

Acceptez - vous de participer au focus ?

Si, oui, avez-vous des questions avant de commencer

PERTINENCE

Les activités choisies dans le design du projet répondent-elles aux besoins locaux dans le cadre de la cohabitation pacifique entre compagnies minières, populations et autorités ?

Q1 : Pensez-vous les activités choisies ont répondu besoins locaux dans le cadre de la cohabitation pacifique entre compagnies minières, populations et autorités ?

6. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
7. Sensibilisations communautaires : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
8. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
9. Déploiement de bulletin de score : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/
10. Concertation permanente communautaire : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/ ; 3=NSP/___/.

Q2 : Parmi ces activités menées, lesquelles d'entre elles par priorité a le plus répondu aux besoins dans le cadre de la cohabitation pacifique entre vous et les compagnies minières et les autorités ?

11. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=ooui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q2.1 : Si non, pourquoi ? / _____/

12. Sensibilisations communautaires : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q2.2. : Si non, pourquoi ? / _____/

13. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q2.3: Si non, pourquoi ? / _____/

14. Déploiement de bulletin de score : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

Q2.4. : Si non, pourquoi ? / _____/

15. Concertation permanente communautaire : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q2.5: Si non, pourquoi ? / _____/.

Q3 : Pensez-vous que d'autres activités sont-elles nécessaires afin d'amener la cohabitation pacifique entre vous et les compagnies minières et les autorités ?

1=Oui/___/ ; 2=Non/___/

Q3.1. Si Oui, citez dans l'ordre les trois principales activités :

A1:/_____/ ; A2=/_____/ ; A3=/_____/

Q4 : Dans la mise en œuvre de ces activités, quelle a été vos principales satisfaction (leçons apprises

S1:/_____/ ; S2=/_____/ ; S3=/_____/

Q5 : A l'issue de la mise en œuvre de ces activités, quelles sont vos principales recommandations à l'endroit de Search et ses partenaires ?

R1:/_____/ ; R2=/_____/ ; R3=/_____/

Les acteurs locaux se ont-ils approprié les activités mis en œuvre dans le cadre de ce projet ?

Q5 : Parmi les activités menées par Search et ses partenaires, lesquelles d'entre elles a été bien compris selon vous par les communautés

6. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

7. Sensibilisations communautaires : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

8. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/ ;

9. Déploiement de bulletin de score : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

10. Concertation permanente communautaire : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/.

Q5.1. Si non, pouvez-vous nous expliquer pourquoi l'activité n'a pas pu contribuer à la cohésion sociale ?

6. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : /_____/

7. Sensibilisations communautaires : /_____/

8. Sensibilisation à travers les médias/internet : /_____/

9. Déploiement de bulletin de score : /_____/

10. Concertation permanente communautaire : 1/_____/

EFFICIENCE.

Les objectifs ont-ils été atteints en temps ?

Q6 : Pensez-vous que le plan de mise en œuvre des activités a-t-il été partagé avec les cibles et partenaires ? 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q6.1 Si oui, prendre une copie du plan de travail

Q6.2 Si oui, pensez-vous que le plan a été respecté : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q6.2. Si non, pourquoi : /_____/

IMPACT

Est-ce que l'objectif principal du projet a été atteint?

Q7 : Pensez-vous que la mise en œuvre de ces activités a permis d'Accroître la compréhension des bénéficiaires quant à leurs droits et devoirs face à ces exploitations ? 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q7.1. Si oui, pouvez-vous me dire laquelle de ces activités a le plus contribué ?

11. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

12. Sensibilisations communautaires : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

13. Sensibilisation à travers les médias/internet : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

14. Déploiement de bulletin de score : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

15. Concertation permanente communautaire : 1=oui/___/ ; 2=Non/___/.

Q7.2. Si non, pouvez nous dire pourquoi ces activités n'ont pas permis d'Accroître votre compréhension quant à leurs droits et devoirs face à ces exploitations

11. Formation sur les thématiques de gestion de conflits : /_____/

12. Sensibilisations communautaires : /_____/

13. Sensibilisation à travers les médias/internet : /_____/

14. Déploiement de bulletin de score : /_____/

15. Concertation Permanente communautaire: /_____/.

Quels changements spécifiques (attendus ou non, chez les individus ou les communautés) découlent du projet ?

Q8 : Pensez-vous que la mise en œuvre de ces activités a apporté un changement dans le savoir-vivre /faire des communautés face aux activités des sociétés minières ? 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q8.1 Si oui, ces changements avez-vous noté des changements attendus ? 1=oui/___/ ; 2=Non/___/

Q8.2. Si Oui, pouvez-vous me citez quelques exemples : E1=/___/ ; E2=/___/ ; E3=/___/

Q8.3 : Si non pouvez-vous me citez quelques exemples : E1=/___/ ; E2=/___/ ; E3=/___/.

Combien de personnes ont été affectés, directement ou indirectement, par le projet ?

Q9 : Pensez-vous que la mise en œuvre de ces activités vous a affecté directement ou indirectement certaines personnes ?

1=oui/___/ ; 2=Non/___/.

Comment ces personnes ou groupes ont-ils été affecté par le projet (recueil d'histoire de succès) ?

Q10 : Si oui à Q9, comment avez-vous été affecté ? /_____/

Je vous remercie ; Fin de l'entretien,

Photo du groupe

GPS

Annexe 2 : Description de la méthodologie utilisée lors de la collecte des données

Zones cibles

Les zones géographiques couvertes par l'étude sont :

- ✓ Boffa : Commune urbaine de Boffa, Douprou, Tounfily, Mankountan,
- ✓ Boké : Commune urbaine de Boké, Kamsar, Sangaredi, Malapouyah, Kolaboui, Dabis.

En outre, la ville de Conakry a été visitée pour les entretiens individuels auprès du responsable technique du projet et du Directeur pays de Search en Guinée. Il est à préciser qu'au moment de l'élaboration du présent rapport, les données de la commune urbaine de Boffa n'étaient pas disponibles sur le serveur.

Période d'évaluation

La collecte des données a eu lieu du 11 au 17 février 2019 dans les localités susmentionnées.

Type de méthodologie

Il a été fait recours au cours de l'évaluation à une méthodologie mixte (enquêtes quantitative et qualitative).

Cibles de l'évaluation

Les cibles du volet quantitatif de l'étude étaient constituées des ménages résidant dans les localités bénéficiaires du projet. Dans chaque ménage, un répondant (de préférence le chef de ménage ou tout adulte ayant des connaissances sur le projet) a été interviewé. Pour le volet qualitatif de l'étude, il fut conduit des entretiens auprès des informateurs clés (les autorités administratives, communales et locales, la société civile, les compagnies minières, OSC intervenant dans le secteur minier, Comités de Concertation dans les Localités Minières (CCLM) et les autres acteurs (troupes de théâtres, médias, etc.). Aussi, des entretiens individuels ont été réalisés à Conakry auprès du Chargé du projet à Search et le Directeur pays de Search.

Outils de collecte des données utilisés

Les outils de collecte élaborés dans le cadre de l'évaluation sont : un questionnaire ménage, un guide d'entretien communautaire (focus group) et un guide d'entretien individuel adressé au responsable technique du projet et au Directeur pays de Search. Les différents outils élaborés ont en amont été transmis à Search pour amendement avant d'être finalisés.

Après la validation des outils, la version électronique a été développée sur ODK pour permettre de mener l'enquête à partir des smartphones. Ce système de collecte présente plusieurs avantages:

- La possibilité de suivre à distance l'évolution de l'enquête et savoir « qui fait quoi » afin d'apprécier la qualité des données ;
- Les données sont immédiatement disponibles pour l'analyse après la collecte ou pendant la collecte ;
- La qualité des données est améliorée (les contrôles de validité, le remplissage obligatoire des questions empêchant à l'enquêteur de saisir n'importe quoi, de faire des sauts, etc.) ;
- Le gain de temps de saisie (les données sont téléchargées directement sur ordinateur ou envoyées via Internet sur le serveur.

Collecte des données sur le terrain

La collecte des données s'est déroulée du 11 au 17 février 2019 dans les préfectures de Boffa et Boké. Deux équipes composées chacune de deux enquêteurs homme et femme ont sillonné les sous-préfectures de Boffa, Douprou, Tougnifily, Mankountan (cercle de Boffa), Boké, Kansar, Sangaredi, Malapouyah, Dabis (cercle de Boké). Avant la descente sur le terrain, les enquêteurs ont bénéficié de deux jours de formation dans la ville de Boffa. La formation ayant été assurée par le consultant a porté sur :

- ✓ la présentation des objectifs et les résultats attendus de l'évaluation ;
- ✓ la présentation des outils de collecte des données;
- ✓ la traduction des questions dans les langues locales pour une même compréhension des questions par l'ensemble de l'équipe de collecte ;
- ✓ les simulations sur l'administration des questionnaires avec les smartphones et l'envoi des données sur le serveur ;
- ✓ la détermination de la logistique pour la collecte des données.

Le choix des répondants au questionnaire ménage a été fait de façon aléatoire. Pour le tirage des ménages à l'intérieur de chacune des zones cibles, la méthode dite de la « bouteille ou du stylo » ci-après décrite a été utilisée :

Premier degré : Tirage des ménages :

Arrivé dans un village/quartier, après l'introduction auprès des autorités locales (salutations d'usage et explication de l'objet de la mission), l'équipe d'enquêteurs a commencé par identifier une place publique qui fut utilisée comme point de départ de la sélection des concessions/ménages. Ensuite, une bouteille ou un stylo était jetée en l'air, pour qu'en tombant, il/elle indique la première direction à emprunter. Les interviews ont débuté dans la première concession/ménage rencontrée dans cette direction. Ensuite, deux

concessions ont été successivement sautées, pour continuer les interviews dans la troisième. A la limite de la rue, une autre artère était choisie, en vue de poursuivre la sélection des ménages, jusqu'à l'obtention du nombre de ménage souhaité par village/quartier.

Deuxième degré : Tirage du membre du ménage à enquêter :

Après l'identification d'une concession et/ou du ménage, plusieurs cas de figures peuvent se présenter par exemple : une concession avec plusieurs ménages. Dans ce cas, le prénom et le nom de chaque chef de ménage fut porté sur des bouts de papier, en vue de tirer un au sort (équivalent à un tirage aléatoire). Pour chaque ménage sélectionné, les enquêteurs ont mené l'enquête en personne auprès du chef de ménage ou d'un membre adulte du ménage.

Pour ce qui concerne le volet qualitatif de l'étude, des focus group ont été réalisés auprès des informateurs clés (les autorités administratives, communales et locales, la société civile, les compagnies minières, OSC intervenant dans le secteur minier, Comités de Concertation dans les Localités Minières (CCLM) et les autres acteurs (troupes de théâtres, médias, etc.). En outre, des entretiens individuels ont été réalisés auprès du responsable technique du projet et du Directeur pays de Search à Conakry.

Annexe 3 : Documents utilisés

1. Concept Note amendé Boké Hery – Février 2018
2. Rapport du forum des acteurs locaux de Boké et Boffa sur le rôle des CCLM dans la prévention et gestion des conflits autour des activités minières – Septembre 2018
3. Rapport de mission de formations des CCLM dans la région administrative de Boké : Etape de Malapouya, Tanene, Dabiss et Sangaredi – 10 au 19 décembre 2018
4. « Boké Hery » : Renforcer le dialogue et réduire les conflits entre compagnies minières, autorités et communautés – Rapport Semestre II et III – 16 juillet 2017-30 juin 2018

Annexe 4: Termes de Référence (TdR)

Consultancy: Final Evaluation Consultant - Guinee

Africa - West – Conakry, Guinea

Apply for this Job

Department **Africa - West**

Employment Type **Consultant**

Minimum Experience **Experienced**

A propos du projet GUI728

Située sur la côte maritime de la Guinée, la région de Boké se trouve dans la partie Nord-Ouest appelée Guinée maritime. La région est riche en bauxite dont la Guinée est le 2ème producteur mondial. Le pays possède les plus grandes réserves du minerai, dont les estimations s'élèvent à 25 milliards de tonnes. La région de Boké a été choisie comme région pilote par plusieurs organisations internationales (GIZ, CECI, Search, SFI ...) car elle fait face à un impact cumulatif d'un cluster d'entreprises minières qui y explorent ou exploitent la bauxite. A titre d'exemple, la ville de Boké est restée à l'écart des installations minières et par ricochet sa fonction urbaine est de moins en moins visible (absence de services d'approvisionnement, de secteurs économiques et de commerces structurés) et ses infrastructures se dégradent. La relocalisation des communautés impactées est déjà en pleine activité. Les mines industrielles causent des impacts environnementaux, sociaux, et culturels. Devant être une source de développement, la présence des sociétés minières provoquent des tensions et violences un peu partout dans les communautés. Celles-ci sont le plus dues à :

La frustration des populations impactées par les activités des sociétés minières qui elle-même, est due à la non atteinte des espoirs souvent très élevés des communautés en matière de développement (Emploi, Électricité, eau, infrastructures de services sociaux de base, etc....) ;

Le manque d'informations et de connaissances des communautés sur leurs rôles et droits empêche une demande de redevabilité de la part des populations vers les élus, les structures locales et les entreprises et parfois explique des attentes infondées. Le manque de communication entre les acteurs et les différentes interprétations de la loi et des concepts

par chaque partie prenante est un frein majeur au bon déroulement du processus de développement communautaire ;

A la faible capacité des acteurs (société civile, autorités, compagnies minières) dans l'analyse et la gestion ces conflits des conflits qui les opposent.

Ce projet a été initié par Search afin de travailler tous les acteurs concernés en synergie pour d'identifier et mettre en œuvre des solutions conjointes. L'approche du projet vise à instaurer une confiance et des mécanismes de dialogue durables afin de réduire l'occurrence des conflits miniers dans les zones cibles pour une durée de 24 mois. Le projet été mis en œuvre en tenant compte des principes fondateurs de l'approche Common Ground : inclusivité, neutralité, et sensibilité aux conflits. L'intervention a concouru à l'atteinte des objectifs spécifiques à travers l'obtention des résultats suivants :

Objectif spécifique 1 : Accroître les capacités des acteurs clés à prévenir et gérer les conflits miniers de manière pacifique, constructive et collaborative

- Résultat attendu 1.1 : Les acteurs clés ont une meilleure compréhension des conflits miniers ;
- Résultat attendu 1.2 : Les acteurs locaux clés augmentent leurs connaissances et capacités en communication, gestion des rumeurs, médiation et transformation des conflits dans le secteur minier, selon l'approche Common Ground.

Objectif spécifique 2 : Accroître la compréhension des populations quant à leurs droits et devoirs dans les zones minières et méthodes collaboratives de résolution des conflits.

- Résultat attendu 2.1 : Les communautés cibles ont une compréhension accrue de leurs droits et devoirs par rapport à l'exploitation minière et des méthodes collaboratives de résolution des conflits ;

Objectif spécifique 3 : Mettre en place des mécanismes participatifs et inclusifs qui favorisent la mise en place de solutions collaboratives et la redevabilité.

- Résultat attendu 3.1 : La coordination entre les OSC intervenant dans le secteur minier dans la région de Boké est renforcée.
- Résultat attendu 3.2 : Des mécanismes de redevabilité sont créés et fonctionnent de manière inclusive et participatives

Objectifs de l'évaluation finale

Cette évaluation finale vise à :

Objectif 1 : Analyser la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et l'impact du projet mis en œuvre par Search for Common Ground.

Objectif 2 : Recueillir les leçons apprises dans le développement et l'implémentation du projet et identifier les forces et faiblesse afin de capitaliser sur les leçons apprises et fournir des recommandations sur l'implémentation de ce Projet pour éclairer les futures interventions.

Lignes d'enquête

Sur la base des objectifs définis ci-dessus l'évaluation doit répondre aux questions suivantes :

OB1

Pertinence

- Les activités choisies dans le design du projet répondent-elles aux besoins locaux dans le cadre de la cohabitation pacifique entre compagnies minières, populations et autorités ?
- Les acteurs locaux se sont-ils appropriés les activités mises en œuvre dans le cadre de ce projet ?

Efficacité

- Quel est le niveau d'atteinte des indicateurs du projet après la mise en œuvre des activités ?

Efficience

- Les activités ont-elles eu un rapport coût-efficacité acceptable ?
- Les objectifs ont-ils été atteint en temps ?
- L'implémentation du projet s'est-elle faite de manière rationnelle ?

Impact

- Est-ce que l'objectif principal du projet a été atteint ?
- Quels changements spécifiques (attendus ou non, chez les individus ou les communautés) découlent du projet ?
- Combien de personnes ont été affectés, directement ou indirectement, par le projet ?
- Comment ces personnes ou groupes ont-ils été affecté par le projet (recueil d'histoire de succès) ?

OB 2 :

- Tirer des conclusions et des leçons du design et de l'implémentation du projet tel qu'effectivement mis en œuvre par Search For Common Ground ;
- Formuler des recommandations liées spécifiquement aux critères d'évaluation pour les parties prenantes suivantes : Search for Common Ground, Communautés représentées par les CCLM, les compagnies minières, les autorités, les autres partenaires (troupes de théâtres, médias), le bailleur ;
- Formuler des propositions pour d'activités spécifiques à mettre en place pour une éventuelle seconde phase du projet qui renforcerait les acquis de ce projet.

3. Méthodologie

Le/la consultant (e) ou l'équipe de consultants sera responsable du développement d'une méthodologie mixte détaillée répondant aux questions énumérées ci-dessus. Cette méthodologie, ainsi que les outils de recherche, seront revus par l'équipe régionale ILT, qui est en charge de s'assurer de la qualité de méthodologie, des outils, et de la conduite des évaluations pour Search for Common Ground.

Le/la consultant (e) ou l'équipe de consultants aura l'appui du département DME, de l'équipe projet afin de faciliter sa mission, notamment pour la mise à disposition de tous les documents indispensables, l'organisation des rencontres sur terrain.

• Zones géographiques

Les zones géographiques qui doivent être couvertes par l'évaluation sont les suivantes :

- Boffa : Commune urbaine de Boffa, Douprou, Tougnifily, Mankountan,
- Boké : Commune urbaine de Boké, Kamsar, Sangaredi, Malapouyah, Kolaboui, Dabis

• Budget

Le budget disponible est de 13 000 U\$D (TTC).

• Livrables

Les livrables suivants sont attendus :

- Rapport méthodologique préparatoire (inception report) et outils de collecte de données utilisés validés par Search avant la collecte de données ;
- Les données collectées au cours de la recherche (base de données en ligne ou autre format) ;

- Restitution du rapport préliminaire ;
- Une présentation Powerpoint en français ;
- Un rapport final en français et anglais (45 pages max, annexes non comprises).

NB : Le rapport devra être rédigé sous le format standard des évaluations de Search. Ce format sera remis par l'équipe DME.

- **Support logistique et planification du terrain**

Search facilitera la prise de contact des consultants avec les participants au projet de même qu'avec les équipes d'implémentation.

Search facilitera les déplacements du consultant pour ce qui est des autorisations et introductions auprès des autorités administratives. Cependant les aspects logistiques pour la collecte des données (location du véhicule, carburant et chauffeurs) sont à la charge du Consultant et doivent être inclus dans la proposition financière, ainsi que les déplacements du consultant sur les sites de collecte de données.

Par ailleurs, Search partagera la proposition de projet, le cadre logique et tous les rapports d'activités disponibles, et sera à la disposition des consultants pour toutes questions ou documentation nécessaire.

4. Sélection du Consultant

Le/la consultant(e) ou l'équipe de consultants pour ce projet devrait avoir les compétences et expériences suivantes :

- Plus de 5 années d'expérience en évaluation de projets ou l'équivalent en expertise en DM&E, y compris la collecte de données au moyen d'entrevues, de sondages et de groupes de discussion ;
- Expérience démontrée dans la réalisation d'évaluations finales utilisant des méthodes de collecte et d'analyse mixtes ;
- Expériences dans la réalisation d'évaluation des projets sur les mines et/ou la cohésion sociale en Guinée ;
- Connaissances des réalités socio-politiques de la Guinée ;
- Capacité à mobiliser des équipes de recherche terrain appropriées pour l'évaluation ;
- Flexibilité, disponible avec le temps et l'horaire de travail.

Par ailleurs, le consultant devra s'engager à respecter les critères éthiques suivants :

- Une étude complète et systématique : le consultant doit profiter au maximum de l'information et de toutes les parties prenantes disponibles au moment de la collecte des données. Le consultant devra mener son étude de manière systématique, et communiquer ses méthodes

et approches avec précision, pour permettre à toute personne externe de pouvoir comprendre, interpréter et critiquer son travail. Il ou elle doit exprimer les limites de l'étude et de ses résultats.

- Compétence : le consultant devra avoir les capacités, les compétences et l'expérience nécessaires pour exécuter les tâches proposées, et devra les mettre en pratique dans les limites de ses compétences et de sa formation professionnelle.
- Honnêteté et intégrité : le consultant se doit d'être transparent avec le client sur : tout conflit d'intérêt, toute modification apportée au plan de l'étude négocié au préalable, et les raisons pour lesquelles ces modifications ont été apportées, tout risque lié à certaines procédures/activités qui pourraient produire des informations trompeuses.
- Le respect des personnes : le consultant devra respecter la sécurité, la dignité et les valeurs des répondants et participants à l'étude. Le consultant a la responsabilité d'être sensible et de respecter les différences entre les participants dans la culture, la religion, le sexe, le handicap, l'âge et l'origine ethnique.
- Le/la consultant(e) devra également respecter les standards d'évaluation de Search. Plus d'information ici.

Candidatures

Les dossiers de candidature doivent inclure :

- Une proposition technique comprenant les éléments suivants :
- La méthodologie proposée pour l'étude, y compris une proposition des cibles, de la méthode d'échantillonnage et d'analyse ;
- Le calendrier détaillé de mise en œuvre ; Composition de l'équipe et la distribution des rôles au sein de l'équipe ;
- CV du ou des consultants principaux
- Une proposition financière pour l'accomplissement des livrables susmentionnés :
- Le budget devra être présenté sous format Excel avec une indication des rubriques suivantes : honoraires, frais de déplacement, frais de logement, frais d'étude, autres ;
- Tous les frais devront être inclus dans cette offre.

Au moins un exemple d'évaluation finale produite par le ou les consultants principaux

Tous les documents de candidature doivent être envoyés via <https://sfcg.bamboohr.com> ou guinea-hr@sfcg.org en précisant dans l'objet du mail « Boké Hèry- Renforcer le dialogue et réduire les conflits entre les compagnies minières, les autorités et les communautés » au plus tard le 11/12/ 2018 à minuit. Pour plus d'infos, contactez : Julien Niankoye Bolamou jbolamou@sfcg.org ou Émilie Roy eroy@sfcg.org.

NB : Toutes les offres incomplètes seront rejetées. Et tout appel, message, ou e-mail reçu de la part d'un postulant entraîne la disqualification de son dossier de candidature.

Seuls les candidats invités à une interview seront contactés. Pas d'appels téléphoniques s'il vous plaît. Veuillez consulter notre site Web www.sfcg.org pour plus d'informations sur l'organisation.